



**Les auditions et dépositions vont se poursuivre au Tribunal criminel spécial (Tcs) jusqu'en début juin prochain. Pour l'heure, plusieurs membres du gouvernement ont été auditionnés dans le cadre de l'enquête judiciaire prescrite par le président Paul Biya sur la gestion des fonds de riposte contre la propagation de l'épidémie à Coronavirus.**

Ladite enquête est basée en partie sur le rapport d'étape transmis par la Chambre des Comptes de la Cour suprême à la haute appréciation du Chef de l'Etat, Paul Biya. Ce rapport n'avait pas pris en compte le principe de la contradiction. Ainsi, plusieurs membres du gouvernement ont été accusés à tort de malversations financières ou de fautes de gestion. Mais à cause de la légèreté du rapport de la chambre et des batailles de positionnement au sein du sérail, il est certain que plusieurs ministres<sup>1</sup> iraient injustement en prison pour détournement présumé d'argent public.

C'est le cas de Malachie Manaouda, Paul Atanga Nji, Laurent serge Etoundi Ngoa et Madeleine TChuinté, respectivement ministre de la santé publique , ministre de l'administration territoriale , ministre de l'éducation et ministre de la recherche scientifique et de l'innovation. Fort opportunément, les ministres suscités seront broyés par leurs rivaux administratifs et politiques, histoire de détourner l'attention sur les vrais coupables ou les responsables en Chef des malversations.

Et Dieu seul sait que l'enclos est plein d'agneaux sacrificiels. Chacun voit son heure venue. puis quelques jours, ils sont entendus au tribunal criminel spécial. Ils seraient même pour certains, notifiés d'une interdiction de sortie du territoire. Selon nos informations, les domiciles des victimes expiatoires vont être perquisitionnés dans les prochains jours. Les motifs de la perquisition n'ont pas été rendus publics, mais ces événements semblent relever de la procédure habituelle relative à l'opération anti -corruption Epervier qui va s'abattre sur Yaoundé très bientôt.

Malheureusement, les Camerounais tomberont dans le panneau comme d'habitude, attirés qu'ils sont par l'odeur du sang. On ne parlera plus que de celui qu'on va jeter dans la fosse aux lions. Les victimes expiatoires du jour, elles, sont dans la phase qu'ils traversent tous quand vient le moment : « il n'osera pas. Il ne peut pas me faire arrêter ». Alors que quand on a été à ce point associé à ce pouvoir aussi juste qu'éclairé, il serait plus courageux de partir avec panache.

### Injustice

Mais au fond, ces ministres ont-ils pêché dans la gestion des fonds Covid-19 ? La vérité c'est qu'ils sont tous entre le marteau et l'enclume. D'un côté , les collaborateurs du Chef de l'Etat à la présidence de la République qui exigent des choses sans pourtant le faire par voie écrite alors que l'administration est écrite et de l'autre , on a le PM qui est le patron du gouvernement et qui s'oppose à ce que les ministres se soumettent aux instructions du Sgpr par exemple.

Au Cameroun, qui fait comme le Pm l'exige, doit être systématiquement broyé. C'est ainsi et pas autrement. Tout acte doit être posé en accord avec la présidence. Sauf qu'à Yaoundé, l'on sait que de nombreuses instructions écrites ou non écrites portent la marque de certains proches collaborateurs du Président que celle du Chef de l'exécutif lui-même. A en croire nos sources, les marchés du Covid-19 ont été attribués sur hautes instructions et les entreprises adjudicataires étaient sélectionnées par la présidence.

Aussi, le processus de passation des marchés était supervisé par le ministre Alirri Hayatou , de regretté mémoire, alors Secrétaire d'Etat auprès du ministre de la santé publique, chargé de la de lutte contre les épidémies et les pandémies . D'après nos sources au Minsanté , les ambulances dont parle le rapport d'étape n'ont jamais fait l'objet de paiement car, elles n'ont pas été livrées ni réceptionnées.

Par ailleurs, au vu de la situation urgente à l'époque, les infrastructures et le contexte ne permettaient pas à l'IMPM de fabriquer des médicaments « made in Cameroon ». Il s'est avéré que les installations de l'IMPM avaient besoin d'une totale révision. C'est ainsi que le Minresi a obtenu de la présidence l'autorisation de faire venir les intrants de l'étranger. Pourquoi renvoie-t-on maintenant le fiasco à certains membres du gouvernement ?

L'atmosphère de fin de règne qui flotte sur Yaoundé est propice à toutes les intrigues. Elle alimente à tort ou à raison, paranoïas et ambitions. Ceci parce que Paul Biya a concédé à certains de ses proches collaborateurs une forte influence que plus personne ne sait à qui

attribuer la paternité des décisions annoncées depuis le palais.

Embastiller des personnalités à cause des batailles politiques et non du vol de l'argent public est inacceptable et cruel. Et cette cruauté n'est pas exercée au nom du peuple pour l'intérêt duquel les poursuites auraient été engagées. Selon nos informateurs, l'enquête en cours au Tes porte sur la gestion de la première partie de l'enveloppe du Fonds monétaire international évaluée à 180 milliards de Fcfa. Elle devrait s'étendre à la totalité des Fonds covid-19.

En attendant les arrestations spectaculaires, l'heure est aux grandes manœuvres. Et dans cette danse, des batailles à fleurets mouchetés ont cours qui pour renverser un tel, qui pour promouvoir un tel. En dehors des batailles de positionnements, des manœuvres sont actuellement en cours pour interpeller et embastiller certains membres du gouvernement au lendemain du remaniement ministériel. On apprend des sources concordantes que des cellules VIP sont en cours d'aménagement à la prison centrale de Kondengui pour la cause. Parmi ceux que le réseau veut broyer, figurent entre les ministres suscités.

Pour le moment, l'ensemble du gouvernement à la respiration en suspens, tant le couperet de Paul Biya est susceptible de tomber à n'importe quel moment. Même si l'on attend sans fin la publication du décret portant réaménagement du gouvernement comme Monsieur Cirage avait attendu l'enfant de Minko, Paul Biya donne des signes d'un tsunami gouvernemental imminent avec à la clé, des arrestations spectaculaires.

**Source: L'Avenir Hebdo n°135**

-----

---